

Lutte pour l'éducation en République dominicaine

Mario Serrano Marte, s.j.

Number 762, January–February 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/68258ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Serrano Marte, M. (2013). Lutte pour l'éducation en République dominicaine. *Relations*, (762), 9–9.



Lutte pour l'éducation en République dominicaine

MARIO SERRANO MARTE, S.J.

Multipliant les actions dans l'espace public pendant près de deux ans, un mouvement social d'une ampleur inédite en République dominicaine vient de réussir à imposer sa principale revendication au président nouvellement élu, en mai 2012, à savoir l'allocation de 4 % du PIB à l'éducation pré-universitaire. L'État dominicain y était normalement contraint en vertu de sa loi sur l'éducation adoptée en 1997, mais il n'avait jusqu'à présent jamais dépensé plus que 2,5 % du PIB à cet effet. Les professeurs avaient eu beau se mobiliser pour exiger que l'État respecte la loi, leurs demandes étaient restées sans effet, le reste de la population les percevant comme des revendications salariales.

Mais en 2010, la situation changea du tout au tout grâce à une proposition que fit le centre Bonó, qui coordonne une table de concertation pour les politiques sociales au sein du Forum citoyen – un espace de coordination d'organisations luttant pour la justice sociale. Ce centre jésuite d'analyse et d'action sociales de Santo Domingo proposa que la campagne annuelle du Forum citoyen se concentre sur la question de l'éducation. L'union des forces autour d'un unique objectif à portée nationale augmenterait les chances d'influencer le gouvernement. Suivant cet appel, la Coalition pour une éducation digne (CED) fut formée, regroupant quelque 200 organisations, avec comme objectif immédiat l'allocation de 4 % du PIB à l'éducation préuniversitaire dans le budget de 2011. Cet objectif s'est rapidement élargi à une demande générale en faveur d'une éducation publique de qualité, inclusive et gratuite pour toute la population. Un vaste mouvement social l'a fait sienne et s'est fait le porteur d'un projet de société à plus long terme, fondé sur la dignité.

Un document d'orientation a été élaboré qui a servi de balises à l'ensemble du mouvement. Divers comités ont été mis sur pied, chargés, entre autres, de coordonner des réunions, de fournir des données utiles aux prises de position, d'assurer la communication avec les médias et le public, d'établir un dialogue avec le gouvernement, de mobiliser la population, ou encore de mener les actions juridiques nécessaires dans le cadre de la lutte. Un rassemblement plus large avait lieu tous les six mois pour évaluer et planifier le processus en marche.

La plus grande victoire de cette mobilisation aura toutefois été l'engagement des citoyens et des citoyennes dans un pays où les institutions démocratiques et la participation sont faibles.

Cette mobilisation a permis de recueillir un appui populaire considérable, notamment grâce à la variété des stratégies et des modes d'action déployés. En se concentrant sur un objectif précis et atteignable, symbole unificateur de cette lutte, le mouvement a ainsi pu rallier l'ensemble de la société, par-delà les appartenances à divers groupes ou institutions. Le message était à la fois simple et éloquent : « le 4 % du PIB pour l'éducation » évoquait la négligence autant des gouvernements précédents que de l'actuel et l'aspiration de tout un peuple à une éducation publique de qualité.

Les actions militantes étaient par ailleurs pensées dans une optique de résistance à long terme. Aussi, nous avons opté pour l'action pacifique, qui stimulerait la participation et déferait la violence des autorités. Nous nous sommes abrités derrière la loi afin que notre demande, en plus d'être légitime, soit protégée par la Constitution.

Pour éviter une concentration du leadership entre les mains d'un petit groupe, la CED a cherché à diversifier les porte-parole du mouvement afin de s'assurer que celui-ci soit collectif et pluriel. Le mouvement a également utilisé de créativité pour animer les espaces publics et s'assurer une visibilité en tout temps, que ce soit lors des congés civiques ou religieux, pendant les manifestations culturelles, etc. Cette occupation de l'espace public s'est notamment traduite par l'organisation d'une marche nationale d'une ampleur sans précédent, de même que par la visibilité médiatique du mouvement.

Toute cette mobilisation a permis à l'éducation de s'imposer comme enjeu principal dans la campagne électorale présidentielle de mai 2012, forçant les candidats à s'engager par écrit à tenir la promesse d'investir 4 % du PIB dans l'éducation préuniversitaire. Le nouveau président, Danilo Medina, a confirmé son engagement en ce sens dans le budget de 2013. Une des tâches du mouvement sera désormais de s'assurer que les fonds soient bien investis et bien gérés. L'indice de corruption administrative en République dominicaine est en effet parmi les plus élevés au monde.

Cette lutte nous aura aussi révélé l'importance stratégique de dépasser les revendications particulières et de s'unir autour d'objectifs communs qui nous rendent plus forts. La plus grande victoire de cette mobilisation aura toutefois été l'engagement des citoyens et des citoyennes dans un pays où les institutions démocratiques et la participation sont faibles. Avec elle, un mouvement social s'est renforcé et, sur les bases de ses récents apprentissages, a déjà commencé à mener des actions portant sur d'autres enjeux, contribuant ainsi à construire un pays plus démocratique et plus juste. ●

L'auteur, jésuite, est directeur du centre Bonó à Santo Domingo en République dominicaine